

Cette nouvelle donne de-

vrait conduire à bien d'autres

remises en cause...

– A commencer par la

question de l'énergie,

qui n'est cependant

D'une Charte à l'autre il y aura, c'est à parier, «changement et continuité». Pour ménager le suspense, commençons par ce qui perdure, ce qui continue.

- Il y en effet des thématiques qui perdurent, d'une Charte à l'autre, parce que les enjeux restent d'actualité. Sur la préservation de la biodiversité (des espèces et des milieux naturels), il est évident que nous n'allons pas baisser la garde. Ni non plus sur la question de l'eau. Dans les deux cas, nos actions seront poursuivies et renforcées.

autres collectivités, afin qu'il y ait une bonne cohérence des politiques publiques sur le

Cela fait beaucoup de continuité. Quelle place reste-

-Ce qui change, c'est la prise en compte d'enjeux qui n'étaient pas clairement identifiés il y a une décennie et l'engagement de politiques nouvelles qui viennent s'ajouter à nos actions «habituelles». L'enjeu majeur, nul ne l'ignore désormais, c'est le changement climatique, avec une dou-

Nous continuerons à apporter ble préoccupation : comment notre appui aux agriculteurs, en réduire l'importance, en pour une meilleure gestion de s'attaquant aux causes, et l'espace, aux forestiers, pour comment s'adapter à ce qui est une gestion en futaie jardinée, inévitable. Dans le cas de la aux entreprises, dans la mise biodiversité, par exemple, il ne en œuvre d'un «management environnemental». Nous maintiendrons notre politique d'aide à la rénovation du bâti traditionnel, à la valorisation des savoir-faire locaux. Nous poursuivrons le travail entrepris pour fédérer les Offices de Tourisme, pour renforcer la notoriété de la destination Parc

du Haut-Jura. Nous continuerons à œuvrer pour la structuration du territoire, en lien avec les communautés de communes et les

t-il pour le changement ?

pas une préoccupation nouvelle pour un Parc. Il s'agit de réduire nos consommations c'est le sens des actions de conseil et d'accompagnement que nous menons auprès des communes et des entreprises (industrielles, artisanales ou agricoles), et de développer les énergies renouvelables, d'abord l'énergiebois bien sûr, mais

> photovoltaïque. L'exigence de réduire nos consommations a des conséquences en

aussi le solaire et le

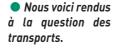
cascade, sur l'urbanisme, l'habitat, les transports.

 Considérons l'urbanisme, puisque l'on construit beaucoup dans le Haut-Jura.

– Nous préconisons, ce sont les termes de la Charte, un « urbateurs de notre territoire. En | En densifiant, on réduit les dépays de Gex. la pression fon-

placements et la consommacière est très forte et l'expan- tion d'énergie; on n'a plus

besoin de prendre la voiture pour aller à l'épicerie parce qu'elle est loin du lotissement qui est loin du village...



-Question cruciale en raison de la part des transports dans l'émission des gaz à effet de serre et dont la précédente Charte ne disait rien. Nous avons l'ambition de faire du Haut-Jura un territoire pionnier en développant des services à la population, des modes de transports collectifs et doux, en favorisant le

ferroviaire et le co-voiturage. Nous allons, en priorité, établir un schéma des déplacements et des transports sur l'ensem-

••• suite page suivante

sion urbaine galopante. Sur la partie franc-comtoise, dans un contexte moins pressant et au prétexte que l'espace est disponible, les villages ont tendance à s'étaler. Il y a donc la même urgence à agir. Nous avons intérêt à densifier si

Suite de la page 5

«Un projet de territoire partagé»

 En prenant en considération les déplacements transfrontaliers qui concernent une bonne frange du Haut-Jura ?

-Oui, et c'est précisément une

orientation assez nouvelle. Ces questions de transports, mais aussi d'économie, de gestion de l'espace, de culture, nous les aborderons dans un cadre plus transfrontalier que par le passé. À l'évidence, nos enjeux d'aménagement du territoire sont très liés à ceux de nos voisins helvétiques. Certaines entreprises, en Suisse, envisagent de mettre en place des transports collectifs pour les salariés français, simplement parce qu'elles ne disposent pas de places de parking en nombre suffisant. C'est une piste pour entamer une collaboration plus large.

Vous avez parlé, incidemment, de la culture.

- Dans la précédente Charte, la culture n'était guère évoquée que sous l'angle des paysages sonores. Même si elle apparaissait, en filigrane, à propos du patrimoine ou des savoir-faire. Pendant la phase de concertation, les acteurs culturels ont demandé expressément au Parc de jouer un rôle de fédérateur en ce domaine, d'aider à la mise en réseau, d'accompagner certains projets. Nous répondrons d'autant plus volontiers à cette requête que nous souhaitons faire de la culture un élément fort de la cohésion sociale du territoire.

 L'avant-projet a été présenté pour avis au Conseil National de Protection de la Nature (CNPN), à la Fédération des Parcs et aux services de l'Etat en région. Selon une formule bien connue des candidats au baccalauréat : avis favorable ou défavorable ?

- Favorable, globalement. Mais, globalement aussi, il nous a été demandé que la Charte soit plus prescriptive, qu'elle n'indique pas seulement des orientations mais qu'elle précise davantage des mesures ou des zonages afin de contrecarrer certaines évolutions, notamment en matière d'urbanisme, de respect des paysages et de protection des milieux sensibles. Il nous a aussi été demandé de quelle manière nous entendions maîtriser le dévelop-

• Ces remarques ont-elles été prises en compte?

prenons aussi deux engage-

ments : à échéance de la nouvelle

Charte, toutes les communes se-

ront dotées d'un document d'urba-

nisme et un schéma de cohérence

territoriale (Scot) sera élaboré à

Quel a été l'avis des Régions

de Franche-Comté et Rhône-

l'échelle de notre territoire.

dès la première rédaction.

Alnes?

- Bien sûr. C'est la règle du jeu et l'une des conditions pour obtenir le renouvellement de notre label. Nous avons, en particulier, précisé un ordre de priorité pour la mise en œuvre des chartes paysagères. Ce sera d'abord la station des Rousses, la vallée de la Bienne puis le Haut-Doubs, dans

pement des loisirs motorisés.

A propos de procédure, le projet de Charte est désormais soumis à enquête publique. Quel

- Un double intérêt. D'abord elle permet aux habitants de s'exprimer. Après la large concertation que nous avons organisée via des réunions publiques, des événements plus festifs ou sur notre site Internet, occasion leur est le prolongement de Mouthe. Nous | donnée de faire part de leurs ul-



de les prendre en compte. Certains ont tendance à trouver la phase de révision un peu longuette. Quelles sont les pro-

L'enquête n'est-elle alors

-Pas du tout. Les commissaires

enquêteurs recueillent les avis,

les interrogations de tous ceux

qui voudront bien les rencontrer.

A l'issue de leur enquête, et en

toute indépendance, ils feront sur

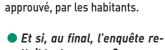
tel ou tel point les observations

qui leur semblent fondées. A

charge pour le Parc et les Régions

qu'une simple formalité ?

chaines étapes ? -C'est long, oui. Entre trois et quatre ans, toutes étapes confondues. Les Parcs, avec leur Fédération, vont chercher le moyen d'en réduire le délai. Cependant, nous ne sommes pas dans le cas de figure où l'on arrête tout pour réfléchir. Pendant la révision, le Parc continue de travailler. Les actions engagées suivent leur cours et de nouvelles opérations sont lancées pour, sans attendre, faire face aux enjeux dont je parlais en commençant. Du coup, les changements paraîtront plus progressifs encore et les évolutions s'inscriront dans la continuité. A l'issue de l'enquête publique et



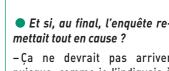
un projet de territoire partagé, et

-Ça ne devrait pas arriver thèse n'est pas sérieuse.

times observations. Ensuite, elle donne davantage de poids, de valeur à la Charte, elle engage dainstances décisionnelles. L'enquête publique atteste que la Charte est

> des conclusions des commissaires enquêteurs, nous aurons à rédiger le texte définitif. Les communes, communautés de communes et Conseils généraux voteront au printemps prochain, les Conseils régionaux en septembre. Après l'avis final du CNPN. de la Fédération et des services de l'Etat, le décret interministériel de classement devrait être promulgué en fin d'année 2010, si tout va bien.





les

vantage

- La procédure exige que l'avantprojet soit validé par les Conseils puisque, comme je l'indiquais à régionaux. Cette validation a été l'instant, le projet de Charte a été acquise sans souci puisque des rédigé au terme d'un long travail représentants des Régions de concertation. Ca ne devrait pas (comme ceux des Départements arriver parce qu'un désaveu gloet des services de l'Etat) étaient bal signifierait que nous sommes associés au comité de pilotage de tous trompés, élus, techniciens, révision de la Charte. Leurs souassociatifs, et même les habihaits, leurs recommandations tants. Tous et sur tout. L'hypoétaient donc prises en compte

